



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2024-10-00235 DU 28 OCTOBRE 2024

portant mise en demeure à l'encontre de la Société d'Exploitation des Abattoirs de Chaumont (SEAC), gérée par un mandataire judiciaire, concernant ses activités relevant des installations classées pour la protection de l'environnement, situées sur la commune de CHAUMONT.

**La Préfète de Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, notamment les articles R. 512-75-1 et R. 512-39-1 à R. 512-39-6 ;

VU le Code de commerce, notamment l'article L. 623-1 ;

VU le décret modifié n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2210 « abattage d'animaux » ;

VU l'arrêté préfectoral n°701 du 26 janvier 2012 portant autorisation d'exploiter une unité d'abattage multi-espèces et un atelier de découpe de viande au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par la SA SEAC (Société d'Exploitation des Abattoirs de Chaumont) et la SARL Viandes 52 à Chaumont (52000) ;

VU le jugement du Tribunal de Commerce de Chaumont en date du 03 décembre 2018 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ;

VU le courrier du 24 septembre 2024 précisant à la SEAC ses obligations réglementaires au titre des ICPE dans le cadre d'une cessation d'activité ;

VU le courrier du 26 septembre 2024 de la SEAC notifiant sa cessation d'activité sur le site de l'abattoir situé rue des abattoirs 52000 CHAUMONT ;

VU les réunions d'informations sur les obligations réglementaires d'une ICPE en cessation d'activité tenues les 09 avril, 20 septembre et 15 octobre 2024 en présence du directeur de la SEAC ;

VU l'absence d'observations de la SEAC suite au courrier adressé le 16 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'activité est fortement réduite par rapport à l'autorisation initiale de 2012 ;

CONSIDÉRANT l'arrêt de l'activité de découpe dans les anciens locaux de la SARL VIANDES 52 ;

CONSIDÉRANT qu'une absence de mise en sécurité du site pourrait conduire à un événement présentant un risque pour la sécurité des riverains, la salubrité publique et la protection de la nature ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier du 26 septembre 2024 la SEAC prévoit de réaliser le rapport environnemental et la mise en sécurité sans préciser les mesures qui sont prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité ;

CONSIDÉRANT que la SEAC n'a pas transmis une copie au préfet des courriers adressés au Maire et aux propriétaires des terrains reprenant les plans du site, les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale, les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains ;

CONSIDÉRANT que lors de la réunion du 15 octobre 2024 le Président et le Directeur de la SA SEAC ont indiqué que l'entreprise entrera très prochainement en phase de liquidation judiciaire ;

CONSIDÉRANT l'obligation de l'administrateur judiciaire de réaliser un rapport environnemental de l'entreprise lors de la phase de redressement judiciaire, conformément à l'article L. 623-1 du Code de commerce ;

CONSIDÉRANT que la SA SEAC (Société d'Exploitation des Abattoirs de Chaumont) est le dernier exploitant en activité sur l'unité d'abattage multi-espèces et atelier de découpe de viande située au 1 rue de l'abattoir à Chaumont (52000) ;

CONSIDÉRANT que la mise en sécurité, la réhabilitation ou la remise en état du site s'impose au dernier exploitant et au liquidateur judiciaire (en lieu et place de l'exploitant : SEAC) ;

CONSIDÉRANT que ces manquements peuvent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement en particulier (la sécurité, la salubrité publique, l'environnement, la commodité du voisinage, ...) ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de contraindre la SA SEAC (Société d'Exploitation des Abattoirs de Chaumont) représentée légalement par le mandataire judiciaire ou liquidateur à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires, notamment la mise en sécurité du site et la remise en état du site ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « *En cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture du département de la Haute-Marne ;

ARRÊTE :

Article 1 : La SA SEAC (Société d'Exploitation des Abattoirs de Chaumont - répertoriée sous le n°SIRET 448 238 519 00012 - siège social implanté « 1 rue de l'abattoir 52000 Chaumont), représentée par son mandataire judiciaire ou liquidateur, qui exploite des installations d'abattage et découpe de viande, **est mise en demeure** conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, pour les installations qu'elle exploite sur les parcelles cadastrales AK n°310 et 311 situées sur le territoire de la commune de CHAUMONT, conformément aux dispositions des articles ci après.

Les délais prévus par le présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

Article 2 : Mise en sécurité – R. 512-39-1 point II du Code de l'environnement.

Dans un délai maximum de 15 jours, la SEAC doit communiquer au préfet les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 point IV du Code de l'environnement, des terrains concernés du site.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, il doit être attesté de leur mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués. Cette attestation doit être adressée à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Situation environnementale – R. 512-39-2 point II du Code de l'environnement.

Au moment de la notification réalisée le 26 septembre 2024, la SEAC doit transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site, les études et les rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que les propositions sur le ou les usages futurs envisagés pour ces terrains.

Une copie doit être communiquée au préfet sous un délai de 1 mois maximum.

Article 4 : Dans les 6 mois qui suivent la notification réalisée le 26 septembre 2024, la SEAC doit transmettre au préfet un mémoire de réhabilitation (conforme au point I de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement) précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Le mémoire de réhabilitation doit être accompagné d'une attestation établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

Si l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, il doit être transmis une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informer le préfet.

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté ne présagent pas des mesures complémentaires qui pourront être imposées ultérieurement, notamment dans l'éventualité de l'inexécution de la présente mise en demeure.

En cas de non-respect des obligations prévues au présent arrêté dans les délais prévus par ce même arrêté, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera adressée à la mairie de Chaumont et tenue à la disposition du public.

Le présent arrêté sera notifié au mandataire judiciaire et au Tribunal de Commerce de Chaumont.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Marne, la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le Président de la SEAC, le Maire de Chaumont, le Président du Tribunal de commerce, le Directeur départemental de la police nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

Voies et délais de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication.